

# LUTTE DE CLASSE

**Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS**

JANVIER 1970

## LES LUTTES OUVRIÈRES EN ITALIE

Après un printemps et un automne agités, le début de l'hiver semble marquer une pause dans la lutte de classe en Italie. Intervenant après la signature de conventions collectives pour le bâtiment, les bars et restaurants, la firme PIRELLI et les industries chimiques et pharmaceutique, la conclusion d'un accord dans le secteur public de la métallurgie (167.000 ouvriers) indique qu'une phase de lutte se termine, permettant à la bureaucratie syndicale de jouer de nouveau son rôle traditionnel.

Il est vrai que de nombreuses conventions collectives sont encore en cours de négociation, notamment dans le secteur privé de la métallurgie (plus d'un million d'ouvriers), et que par la suite des accords particuliers devront être conclus dans chaque entreprise. (cette **tactique**, mise au point d'un commun accord par le patronat et la bureaucratie, permet à la fois d'adapter l'exploitation aux conditions particulières de l'entreprise, et de donner aux bonzes syndicaux davantage d'occasions de se faire mousser aux yeux de la base). Mais il est peu probable que dans l'immédiat ces éléments du folklore syndical servent aux travailleurs de prétexte pour déclencher des luttes comparables à celles des derniers mois. Le moment est donc venu de faire un bilan provisoire de la lutte.

**DES LUTTES LIMITEES, MAIS VIOLENTES**

De prime abord, on peut constater des différences importantes par rapport aux luttes françaises de Mai 68. Les grèves italiennes, en effet, se sont étalées sur une période assez longue (essentiellement de mai à novembre 69), atteignant tantôt un secteur, tantôt un autre, se limitant parfois à une entreprise importante ou même à un atelier. Il n'y a eu grève générale que lors des "journées natio-

...

nales" lancées par les syndicats pour tenter de reprendre le contrôle des événements et qui ont été interprétées par les travailleurs comme des journées de congé pur et simple.

Mais si cette succession de grèves limitées n'est pas sans ressemblance avec les luttes françaises de cet automne, elle s'en distingue par une violence bien plus grande : baisse importante de la production, nombreux affrontements avec les flics, attaques contre les employés (traditionnellement non-grévistes dans la métallurgie), parfois destruction de machines et de produits.

La différence essentielle, c'est que les travailleurs italiens se sont mieux dégagés que leurs camarades français de l'emprise de la bureaucratie syndicale. Tout au long de la lutte, les initiatives se sont développées à la base, nombreuses et variées : grève bouchon d'un atelier paralysant toute une chaîne de fabrication, grèves tournantes organisées par les travailleurs, de manière à infliger le maximum de dommages au patron (et non, comme dans les grèves tournantes syndicales, de manière à ne pas gêner la production), occupations partielles, manifestations de rue, défilés dans l'usine pour faire débrayer les ateliers moins combatifs - l'esprit inventif des travailleurs s'est donné libre cours, prenant toujours l'ennemi à contre-pied.

Ainsi, lorsqu'en mai-juin l'usine FIAT-MIRAFIORI est secouée par des grèves très dures, l'atelier 32 - qui fournit aux chaînes des pièces essentielles - ne débraie pas, accumulant des stocks inutilisables. Par la suite, les travailleurs de cet atelier résistent aux provocations de la direction, qui ne serait peut-être pas fâchée de les voir s'arrêter et c'est seulement le 1er septembre, une fois les stocks résorbés, que l'atelier se met en grève totale, malgré les gémissements des syndicalistes de service et les tentatives d'intimidation de la direction.

A Milan, fin octobre, le président de l'Association des Petites Entreprises pousse un cri d'alarme : le droit au travail, pourtant garanti par la Constitution, n'est plus respecté ; des éléments extérieurs"donnent l'assaut aux entreprises petites et moyennes, provoquant des dommages considérables et compromettant la position de l'industrie italienne sur les marchés d'exportation." Qui sont ces voyous, qui foulent aux pieds les droits les plus sacrés du petit et moyen exploitateur ? Tout simplement les ouvriers eux-mêmes qui, sachant que dans une petite boîte un gréviste actif est tout de suite repéré et mis à la porte, viennent s'épauler d'une usine à l'autre, de manière à assurer l'anonymat des piquets de grève.

Une bonne connaissance des processus de production permet d'augmenter l'efficacité d'un débrayage. A la Breda Siderurgica (Milan), le syndicat ne manquait jamais de faire coïncider les heures de grève avec la période de température maxima des fours, ce qui ne perturbait pas la production. Les ouvriers décident au contraire de débrayer aussitôt les fours allumés, et se fabriquent des cloches pour donner le signal du mouvement.

En revanche, les manoeuvres syndicales de récupération se heurtent souvent au refus des travailleurs - ainsi, la grève-bidon de "solidarité" proclamée par les syndicalistes de la FIAT pour couvrir le torpillage de la grève de l'atelier 32. De même, la pression ouvrière interdit les capitulations trop voyantes lors des négociations avec le patronat : la convention de la métallurgie (secteur public), bien que très inférieure aux revendications initiales des travailleurs, consacre tout de même une augmentation des salaires de l'ordre de 12.000 anciens francs par mois, égale pour tous, ouvriers et employés. On est loin des accords de Grenelle, et il n'a pas fallu une grève générale de plusieurs semaines pour en arriver là.

## LES CAUSES DE L'ESSOUFFLEMENT

Si la lutte n'a pas abouti à des succès encore plus spectaculaires, c'est de toute évidence <sup>parce</sup> que la classe ouvrière n'a toujours pas résolu le problème de la coordination d'une entreprise à une autre, au même d'un établissement à un autre (par exemple à la FIAT). L'intervention de groupes politiques comme "LOTTA CONTINUA" ou "POTERE OPERAIO", qui aurait pu faciliter la solution de ce problème, n'a pas eu cet effet : fidèles aux schémas bolcheviks, ces groupes se sont préoccupés de construire la "direction révolutionnaire" pour tenter - d'ailleurs en vain - de se faire reconnaître comme les chefs du mouvement, au lieu de faire progresser dans la pratique les possibilités de direction du mouvement par les travailleurs eux-mêmes.

Le flottement sur ce point essentiel explique l'essoufflement des grèves, qui prélude à la signature des conventions dans un secteur après l'autre. Au début de décembre, la production chez FIAT est bloquée par la grève des ateliers de carrosserie. La direction (Agnelli) reprend alors, avec plus de subtilité, la manoeuvre qui lui avait réussi en septembre pour faire reprendre le travail à l'atelier 32. Elle annonce que si, dans un délai déterminé, la grève ne cesse pas, elle mattra en chômage le reste de l'entreprise. Les syndicats sautent aussitôt sur la brèche et, démocratiquement, organise un référendum dans les ateliers en grève sur la question de la reprise. Dans l'ambiance que l'on imagine, celle-ci est votée par 7 ateliers sur 9, le tour est joué, AGNELLI peut être content de ses larbins.

Toutefois, il serait vain d'incriminer les syndicats, qui n'ont fait que remplir leur mission. La cause véritable de l'échec est ailleurs : malgré plusieurs tentatives les grévistes de la carrosserie n'avaient pas réussi à étendre leur mouvement, qui dès lors n'avait pas de perspective.

Chez les travailleurs italiens, l'impression qui semble prévaloir à l'heure actuelle est que le renouvellement des conventions collectives a rendu à peu près ce qu'il pouvait rendre, et que toute prolongation de la lutte serait une perte sèche. Ne se sentant pas capables d'aller plus loin - vers une attaque frontale contre le capital - ils acceptent un arrêt des hostilités, en conservant intactes les forces acquises dans la lutte.

...

En effet, si aucune coordination n'existe, même sur le plan local, les liens forgés dans les ateliers au cours de nombreux mois de lutte conservent toute leur force. On se trouve en présence d'une organisation d'autant plus efficace qu'elle n'a aucune forme identifiable et saisissable et ne peut donc pas être décapi-tée par l'éloignement de quelques meneurs. Le jour où cette organisation s'étendra au-delà du cercle restreint où elle se trouve confinée, les capitalistes italiens pour-ront commencer à faire leurs valises.

0  
0 0

N. B. : Après la rédaction de ce texte, un accord tout à fait semblable à celui du secteur public a été conclu dans le secteur privé de la métallurgie.

---

## PROGRÈS SOCIAL 70

Présentée, comme une étape importante sur la voie de la justice sociale, la "convention sociale" signée le 10 décembre à l'E. D. F. s'insère en fait dans la grande manoeuvre entreprise par les capitalistes français, pour contraindre les travailleurs à accepter un renforcement de l'exploitation sans réagir, ceci grâ-ce au concours des syndicats.

Cette convention comporte deux dispositions essentielles.

La première concerne l'évolution des salaires des travailleurs : ceux-ci, nous dit-on, bénéficient d'une garantie de la progression de leur pouvoir d'achat. Il est prévu que les salaires augmenteront en fonction d'une part de la croissance de la production intérieure brute, et d'autre part de la progression des ventes réalisées par E. D. F. et G. D. F. De ce fait, les travailleurs concernés vont profiter de l'expansion nationale et de celle de la société nationalisée qui les em-ploie. Oui ... encore moins qu'avant, comme le montre le calcul suivant effectué par les syndicats et qui a été pourtant présenté comme un argument en faveur de la convention.

Entre 1964 et 1967, l'augmentation moyenne du pouvoir d'achat a été de 1,8 % alors que, nous fait-on remarquer, cette élévation aurait été, suivant les termes de la convention, de 2,7 %. Seulement, comme par hasard, on n'établit pas cette moyenne en tenant compte de l'année 1968 : or, toujours d'après les mê-mes sources, l'augmentation qui, si la convention avait existé, aurait été l'année dernière de 1,2 %, a atteint, grâce à la grève de mai-juin, 7,4 %.

...

Et on s'aperçoit alors que, pour 5 ans, c'est-à-dire de 1964 à 1968, le pouvoir d'achat, en l'absence de toute "garantie" a augmenté de 2,6 % de plus qu'il ne l'aurait fait si la convention récente avait été appliquée !

Les faits prouvent donc que cette convention "sociale" est un marché de dupe... pour les travailleurs évidemment .

Car, et c'est le second point essentiel de l'accord, en échange de cette prétendue garantie d'augmentation du pouvoir d'achat qui est accordée, les travailleurs se voient engagés pendant une durée de deux ans à ne pas provoquer de conflit, à ne pas se mettre en grève. En effet, il est prévu que la grève ne pourra être déclenchée que si la convention est dénoncée par les syndicats ... après un délai de préavis de trois mois ! On comprend la satisfaction du directeur général de l'E.D.F. ("c'est un évènement" a dit celui-ci). Heureux capitaliste que ce dernier, puisqu'il obtient ainsi la possibilité d'accroître le taux d'exploitation en ayant la quasi-garantie, car c'est celle-ci qui constitue la réalité, que le calme social régnera dans son entreprise.

Les travailleurs de l'E.D.F. se trouvent ainsi ligotés. On leur enlève la seule arme efficace qu'ils possèdent pour lutter contre le patron qui les exploite, lui arracher des concessions réelles, qu'il s'agisse du reste non seulement d'augmentation des salaires, mais aussi de diminution du temps de travail (l'accord prévoit pour sa part une réduction d'une heure ... par semaine à partir de janvier prochain) ou d'améliorer des conditions de travail. Or dans le cas de l'E.D.F. la menace de se mettre en grève, non pas pour 24 heures mais pour une durée illimitée, peut être particulièrement payante pour les travailleurs s'ils veulent que leurs revendications soient satisfaites, et ceci pour deux raisons. D'une part, E.D.F. est une entreprise bénéficiant d'une expansion régulière : elle peut donc assez facilement lâcher du lest sur les salaires en cas de conflit. D'autre part, du fait de son rôle capital dans l'économie, il est indispensable que son activité ne soit pas interrompue : elle est donc particulièrement vulnérable, en cas de menace de grève, si les travailleurs se montrent fermement résolus à obtenir satisfaction.

D'où l'importance d'un tel accord pour le gouvernement et les capitalistes qui voient en lui le procédé idéal leur permettant d'obtenir à peu de frais cette paix sociale dont ils ont tant besoin. Les déclarations de CHABAN-DELMAS sont à cet égard significatives.

Elles ont même été si nettes que les syndicats signataires se sont trouvés dans une position embarrassante alors qu'ils s'efforçaient de présenter cette convention comme positive pour les travailleurs. Ceci nous a valu notamment une mise au point savoureuse de la C.F.D.T. déclarant sans rire que l'accord en question, loin de correspondre à "une prétendue politique de paix sociale" constituait en fait "une étape dans les luttes qui convergent dans le sens d'une remise en cause de la société capitaliste".

...

Quant à la C.G.T., elle joue les organisations démocratiques pures et dures : elle s'est refusée à signer la convention avant de consulter la base par référendum (et elle vient de proposer aux autres syndicats de participer à cette consultation). Curieux qu'elle n'ait pas penser à demander son avis à cette même base lorsqu'en novembre dernier elle a donné un ordre de grève de 24 h, pour l'annuler au bout de quelques heures, devant les protestations qui provenaient en majorité non pas de particuliers, qui ont peu de moyens de se faire entendre, mais bien des patrons dont la production était stoppée. Et l'on peut s'étonner de voir un tel accord critiqué par une organisation qui, après avoir déclaré au début des entretiens "nous nous informons, nous ne négocions pas", a ensuite participé activement et jusqu'au bout aux négociations qui viennent d'aboutir. Le secrétaire général de la Fédération C G T de l'E D F vient du reste de déclarer que la convention pouvait être "améliorée", ce qui suppose qu'elle est donc déjà considérée comme partiellement bonne et positive.

En fait, cette comédie, chef d'oeuvre d'hypocrisie, permet à la C.G.T. d'essayer de redorer son blason et d'attendre un peu pour voir s'il est possible de faire avaler la pilule aux travailleurs qui risquent tout de même de réagir. Elle joue donc sur les deux tableaux : si l'application du contrat se révèle difficile, elle pourra se prévaloir de son apparente attitude de fermeté ; si au contraire, tout se passe bien, elle pourra au bout d'un certain temps, comme cela avait été le cas lors des accords RENAULT, s'associer officiellement aux autres partis, au nom de l'unité syndicale et bien sur dans l'intérêt des travailleurs.

0

0 0

## Papa s'occupe de vous ou : paternalisme à la japonaise

Dans l'hebdomadaire américain TIME-MAGAZINE, une grosse société japonaise productrice de transistors, radios, magnétophones et télévisions, commercialisés aux U. S. A. sous la marque PANASONIC, explique clairement son système pour arriver à obtenir une bonne productivité.

Au lieu de se laisser embarquer dans la course hausse des salaires, baisse de rendement, la société MATSUSHITA ELECTRIC a donné la primauté à l'établissement de bonnes relations de travail, ce qui a d'ailleurs beaucoup plu aux américains qui en ont fait la une du WALL-STREET JOURNAL. Les syndicalistes n'étaient pas d'accord au début avec ce plan qui préconisait la suppression de l'avancement à l'ancienneté et son remplacement par la productivité, car ils le trouvaient

...

trop compliqué. Mais le vieux Président-Fondateur de la Société les a convaincus au bout de trois ans de discussions amicales et le plan est entré en application deux ans après.

Rien de très nouveau dans ce plan, mais le soin avec lequel tous les détails ont été prévus ne manque pas totalement d'intérêt.

On fournit l'exemple du contremaître Kuniaki Ando pour expliquer combien il est heureux. Son salaire mensuel ne représente pas le quart de celui de son homologue américain, mais il s'y ajoute une prime de responsabilité, la possibilité de passer des vacances bon marché dans une villa appartenant à la Société et située à KYOTO, magnifique capitale culturelle ; M. ANDO a également la chance de pouvoir déjeuner à la cantine et quand M. ANDO veut acheter une maison, la Société lui prête de l'argent à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché ; elle fait bâtir la maison et la lui vend à la moitié du prix du marché.

Comme dit le Directeur du Personnel, la Société est comme un père et s'occupe vraiment de tout. ANDO est soigné gratuitement et peut assister à une trentaine de cours de formation.

Si on suit bien toute l'opération, on voit en somme que la Société vit en circuit fermé et arrive à repomper la quasi-totalité du salaire de ses employés grâce aux biens et aux services qu'elle offre à meilleur compte. Et elle peut le faire, bien sûr, grâce à la plus-value qu'elle extorque aux travailleurs avec le salaire au rendement. Elle le reconnaît d'ailleurs : "En quatre ans, la production de télévision a triplé, tandis que le nombre d'ouvriers a seulement doublé".

Tout cela se termine en apothéose par l'enrégimentement des esprits.

Citons :

"Même les techniques séculaires de méditation Zen sont utilisées pour développer la concentration et améliorer la qualité du travail sur les transistors. MATSUSHITA ELECTRIC possède sa propre version des fameux slogans du président MAO et des bannières déployées à travers les chaînes de production exhortent les travailleurs à accroître leurs efforts pour améliorer la qualité des produits. On encourage les ouvriers à faire de la gymnastique avant de se mettre au travail et chaque journée de travail commence et finit avec la chanson de la société :

Pour la construction d'un nouveau Japon  
Unissons nos forces physiques et morales  
Faisons de notre mieux pour promouvoir la production  
Envoyons nos produits aux peuples de la terre  
Toujours et sans cesse  
Comme l'eau ruisselant d'une fontaine  
Pousse, industrie, pousse, pousse, pousse !  
Harmonie et sincérité  
MATSUSHITA ELECTRIC "

.....

C'est le président-fondateur qui en aura de la peine si, un jour qui n'est peut-être pas si loin, ses enfants chéris dégueulent leur déjeuner, brûlent la baraque, tapent sur le contremaître, étranglent le grand patron et refont marcher la boîte pour leur compte, sans avoir à remercier pour les miettes et mendier pour le supplément. "On les aimait pourtant tellement !" soupirera-t-il en rendant l'âme.

0  
0 0

## CONCORDE et LUTTE des CLASSES

Des propositions ont été présentées le 4 décembre dernier visant à assurer "la sauvegarde et l'essor durable de l'industrie aéro-spatiale française". Il s'agit notamment d'accélérer la construction de Concorde et d'avancer son exploitation commerciale de telle sorte que la France conserve son avance sur les Etats-Unis.

N'allez surtout pas croire que de tels souhaits ont été émis par un des principaux responsables de l'industrie aéronautique française ou un député de majorité : inutile ! Le P C F est là, soucieux que la France reste une grande nation, à la pointe de la technique : c'est en effet au cours d'une conférence de presse présidée au Sénat par l'honorable Jacques DUCLOS, le camarade Henri JOURDAIN, membre du Comité central de ce parti prolétarien et internationaliste, qui a demandé en termes pressants au gouvernement de faire en sorte que le Concorde soit prêt le plus rapidement possible.

Voilà les travailleurs de SUD-AVIATION et de la SNECMA prévenus : pas question de se mettre en grève ou de faire des débrayages pour réclamer une augmentation des salaires ou une diminution des horaires et des cadences en cette période cruciale.

Lorsque l'honneur du pays est en jeu, il faut savoir "retrousser ses manches". Allons, Pompidou et Chaban-Delmas peuvent être confiants : la C G T veillera à ce que les travailleurs de l'industrie aéronautique nationalisée fassent, eux aussi, des sacrifices.

Adresse postale uniquement :

Michel DAUPHIN - 4 rue Clavel  
75 - PARIS (XIX<sup>e</sup>)